

catholiques et la République qui transparait, laquelle sous-tend toute l'œuvre de M.-T. Cloître et ce recueil.

La juxtaposition de ces recherches met aussi en évidence la rigueur de l'auteur et un goût prononcé pour l'utilisation de la presse, maintes fois sollicitée avec pertinence. Inlassablement, Marie-Thérèse Cloître a parcouru les publications finistériennes et a su y capter l'esprit du temps. Dans son œuvre, apparaît aussi en creux un attachement profond à un territoire, son pays, qu'elle connaît si bien et qu'elle a labouré intellectuellement sans chercher à suivre les courants dominants pour faire carrière. De plus amples comparaisons avec d'autres espaces, que M.-T. Cloître se borne souvent à appeler de ses vœux en conclusion de ses articles, auraient toutefois mérité d'être entreprises pour souligner l'éventuelle singularité des territoires étudiés. Les belles pages sur la démocratie chrétienne léonarde, notamment, auraient encore eu davantage de force. Le lecteur attentif aux débats historiographiques trouvera toutefois une belle compensation dans le prologue de cinq pages rédigé par M.-T. Cloître, qui aurait tout aussi bien pu constituer le chapitre de conclusion de l'ouvrage. La mise en perspective historiographique se limite malheureusement un peu trop à une inscription dans le sillage d'Yves Le Gallo, mais la relecture opérée est stimulante. M.-T. Cloître revient sur la singularité du Léon, où l'adhésion à la seconde démocratie chrétienne s'est manifestée de façon éclatante en 1897 avec l'élection de l'abbé Gayraud. Cette terre de cléricisme se tourne vers ses prêtres pour défendre ses intérêts, tandis que le clergé léonard revendique le droit d'intervenir dans le débat politique. Surtout, elle prolonge ce constat aujourd'hui bien connu par une série d'interrogations, qui témoignent avec modestie de ses apports scientifiques. Elle revient sur l'implication des laïcs léonards, peut-être sous-évaluée, soulignant que l'influence clercs-fidèles n'est pas uniquement descendante. Elle s'interroge ensuite sur le caractère identitaire de cette démocratie chrétienne, qui pousse à solliciter le rétablissement de l'évêché de Léon, puis met en avant l'acceptation progressive d'une démocratie moins cléricale, dans le sillage du Sillon. M.-T. Cloître amène ainsi le lecteur vers les horizons nouveaux auxquels elle est parvenue, au terme des cinquante-huit publications réalisées au cours de sa carrière et dont la liste conclut l'ouvrage.

Samuel GICQUEL

Patrick GOURLAY, *Le renouveau du théâtre populaire breton, Émile Cloarec, un républicain régionaliste à la Belle Époque*, Spézet, Coop Breizh, 2016, 272 p.

Avec un ouvrage intitulé *Le renouveau du théâtre populaire breton* et sous-titré *Émile Cloarec. Un républicain régionaliste à la Belle Époque*, Patrick Gourlay revient à un lieu qu'il connaît bien, le Trégor finistérien et notamment Ploujean, commune limitrophe de Morlaix dont il a déjà étudié la « guerre » des monuments

aux morts¹⁰. Cette nouvelle recherche se situe précisément en amont, dans les années 1890-1914, quand Émile Cloarec devient un notable républicain.

Les trois premiers chapitres constituant la première partie de ce travail sont consacrés à la nouvelle étape de l'histoire du théâtre populaire breton signifiée par la représentation donnée à Ploujean, le 14 août 1898, avec un éclat certain, de *La vie de saint Guéno*lé. En bonne logique, l'auteur évoque d'abord la genèse de ce projet où se croisent plusieurs sources : une volonté républicaine de démocratisation culturelle en province, un mouvement de mise en valeur des cultures régionales porté par des écrivains et des artistes qui peuvent faire le lien avec la capitale, tel Charles Le Goffic et, élément essentiel, la persistance à Morlaix et dans le Trégor d'une tradition théâtrale populaire à travers les siècles presque sans discontinuer. É. Cloarec, maire de Ploujean, assure la rencontre entre les protagonistes, notamment Anatole Le Braz qui a engagé une thèse sur le théâtre celtique et Thomas Parc, l'aubergiste initiateur d'une troupe locale dont le maire s'avère le meilleur soutien. La présentation de la modeste troupe d'amateurs bretonnants bénéficie ainsi de la collaboration de noms déjà connus, comme Maxime Maufra pour les décors ou Ary Renan pour les costumes, et de l'appui de comités dont l'un de patronage fort œcuménique de membres de l'Institut, de l'Académie, de députés et de sénateurs aux sensibilités politiques diverses, d'autorités finistériennes, du préfet à l'évêque, et autres personnalités. Le choix de reprendre le mystère de *La vie de saint Guéno*lé contribue à une entente malgré le climat politique général et à un engagement de la population de Ploujean qui « entre dans l'histoire culturelle de la Bretagne ».

Cet aspect fait l'objet du chapitre 2 où P. Gourlay analyse de façon détaillée les échos donnés à cette manifestation, notamment dans la presse nationale, voire internationale, qui en vante l'authenticité populaire et bretonne. Le succès fait la réputation de la troupe des *Paotred Ploujeann* que l'auteur suit entre 1898 et 1913. Sous le patronage très direct d'É. Cloarec, la troupe accompagnée d'un bataillon scolaire continue de reprendre des mystères tout en contribuant à la bataille républicaine et anticléricale. L'entente de départ ne pouvait se maintenir et, dans le chapitre suivant, l'auteur montre que l'union du courant régionaliste, qui avait amené précisément à la création de l'Union régionaliste bretonne (URB) le 13 août 1898, la veille de la représentation à Ploujean, pouvait difficilement résister aux tensions politiques d'autant que les aspirations celtiques, bardiques et bretonnantes se heurtaient aux mesures combistes prises contre l'usage du breton, plaçant ainsi les régionalistes républicains comme É. Cloarec en porte-à-faux.

La seconde partie de l'ouvrage, plus longue, revient en trois chapitres également sur la personnalité et la carrière d'É. Cloarec, exemple type d'un député républicain

10. GOURLAY, Patrick, « Un exemple de mémoire « disputée » : les deux monuments aux morts de Ploujean », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, t. 109/1, 2002, p. 129-145

radical, attaché à sa petite patrie mais entendant la faire entrer dans une modernité progressiste et une fidélité reconnaissante à la République.

Dans le chapitre 4, P. Gourlay éclaire les facteurs qui ont permis l'émergence d'É. Cloarec dans le monde politique comme maire de Ploujean à partir de 1892 et surtout comme député de la première circonscription de Morlaix à partir de 1901, à commencer par l'héritage. Fils d'un maire de Morlaix, gendre de Paul Swiney, maire de Plouégat-Guerrand et conseiller général du canton de Lanmeur, lui-même fils de Gustave Swiney, député gambettiste de Morlaix, É. Cloarec possédait d'emblée un ancrage politique que favorisent une formation d'avocat propice au débat et une énergie personnelle qui ne manque pas de chaleur et lui permet de surmonter les tensions entre républicains.

L'auteur met en évidence dans le chapitre suivant le caractère très représentatif de son action en tant que maire où l'accent est mis sans cesse sur l'école, sur son rôle émancipateur et sa contribution à la défense de la patrie, le maire associant étroitement fête scolaire et 14 juillet, par exemple. Croisant les apports des sources imprimées, presse en tête, et des fonds des Archives départementales, P. Gourlay détaille les étapes d'une politique scolaire qui culmine avec l'inauguration de l'école de Troudousten, le quartier le plus urbanisé de Ploujean, par le ministre de l'Agriculture en personne, Clémentel, en 1913.

Ceci est également caractéristique de l'entregent d'un député radical très actif entre sa circonscription et Paris, usant de ses réseaux et de ses relations avec habileté et ténacité, et l'auteur fournit des indications notables sur ce « métier de la politique » mis en valeur dans l'historiographie récente. Bon défenseur des intérêts de ses électeurs et de sa circonscription, É. Cloarec a en effet « inauguré, décoré, banqueté » sans répit, au grand dam de ses adversaires de gauche comme de droite. À partir de 1911, ceux-ci exploitent les suites de l'affaire des poudres dans un climat de tension avec l'Allemagne, ce qui n'empêche pas É. Cloarec d'être réélu député, certes moins largement, au printemps 1914. La maladie met fin à ce mandat dès le mois de juillet suivant, si bien qu'É. Cloarec n'a connu ni la Grande Guerre ni l'affrontement des deux mémoires à ce propos à Ploujean, un affrontement qui prolonge pourtant ses combats politiques par-delà le conflit.

Au texte s'ajoutent des illustrations et des documents bienvenus. On regrettera toutefois que, pour des raisons d'édition certainement, les premières soient regroupées en un cahier et non placées au fil du propos et que les textes originaux en breton ne paraissent pas en regard de leur traduction. De manière générale, une présentation matérielle et formelle plus soignée aurait été souhaitable de façon à ne pas desservir le contenu. Si des incorrections de forme, vocabulaire ou syntaxe, ont échappé, comme souvent à la relecture, elles pourraient être aisément corrigées en cas de réédition. Il serait nécessaire de revoir en particulier des noms propres, M^{sr} Valteau, évêque de Quimper, l'amiral de Cuverville, sénateur du Finistère.

Au total, le travail de P. Gourlay apporte donc une double contribution à la connaissance du renouveau culturel breton et du personnel politique finistérien à la fin du XIX^e siècle. Au confluent d'une tradition populaire et d'une aspiration régionaliste, le théâtre breton s'insère aussi non sans ambiguïté dans le débat politique. Il est certain qu'É. Cloarec a participé à sa renaissance tout comme il en a fait un atout pour sa réussite et son combat républicain. Ceci suggère une question pour le lecteur : un autre plan était-il possible, évitant une certaine juxtaposition entre les deux parties et établissant une coordination chronologique plus évidente entre les deux aspects ? Quoi qu'il en soit, cette interrogation sur la forme n'est sans doute pas indépendante du fond : l'équilibrisme dont dut faire preuve É. Cloarec, non pas tant entre petite et grande patrie qu'entre fidélité bretonne et bretonnante et république moderniste et francisante, surtout au temps du radicalisme dominant.

Marie-Thérèse CLOÛTRE

Michel BUSSI, Christophe LE DIGOL et Christophe VOILLIOT (dir.), *Le Tableau politique de la France de l'Ouest d'André Siegfried 100 ans après. Héritages et postérités*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Géographie sociale », 2016, 350 p.

Issu d'un colloque tenu à Cerisy-la-Salle en 2013, cet ouvrage collectif et pluridisciplinaire (dix géographes, six politistes, deux sociologues et un historien), dans la collection « Géographie sociale », poursuit un double objectif : faire tout d'abord un retour critique, cent ans après sa parution, sur un livre devenu, au fil du temps, une référence incontournable de la sociologie électorale : *Le Tableau politique de la France de l'Ouest*, d'André Siegfried ; faire ensuite le point sur l'Ouest politique aujourd'hui et prendre la mesure des bouleversements survenus en un siècle du point de vue des structures sociales et des résultats électoraux.

La première partie (9 chapitres) revient en détail sur la genèse du *Tableau politique* et les conditions dans lesquelles son auteur est devenu, après 1945, le « père fondateur » revendiqué par les politistes de Sciences Po où il enseigna dès 1910 et qu'il dirigea, à travers la Fondation nationale des sciences politiques, de 1946 jusqu'à sa mort en 1959. Par touches successives, son parcours est, malgré un certain nombre de redites, finement retracé. Né en 1875, A. Siegfried était le fils d'un grand négociant havrais qui fut une figure de la III^e République (maire, conseiller général, parlementaire, ministre) et l'un des souscripteurs lors de la création de l'École libre des sciences politiques. Après un « tour du monde » comme on le pratiquait dans les classes dirigeantes de culture libérale (Paul Reynaud, par exemple, fit la même expérience), il soutint ses deux thèses de géographie sur la Nouvelle-Zélande, puis s'engagea en politique. À Castellane (Basses-Alpes) d'abord, au Havre (Seine-Inférieure) ensuite. Battu à quatre élections législatives entre 1902 et 1910, il interrompit là sa carrière politique pour reconvertir son expérience